

Contribution du GPC2E suite à l'atelier

Gisements d'économies d'énergie et programmes

Lors de la réunion de concertation du 17 octobre, la DGEC a demandé à chaque acteur de se positionner sur le prolongement d'un an de la troisième période ou sur le démarrage d'une quatrième période au 1^{er} janvier 2018.

Il paraît compliqué que tous les textes nécessaires à un début de période au 1^{er} janvier 2018 paraissent dans les temps. La réunion de clôture de la période de concertation permettant d'avoir une vue globale des échanges prendra place en janvier 2017 selon le planning communiqué lors de la réunion d'ouverture.

Envoyer des textes dans le circuit de validation avant cette réunion reviendrait à nier l'intérêt de cette concertation et compte tenu des échéances politiques de 2017, un envoi des textes en janvier 2017 ne permet pas d'être assurés qu'ils soient publiés au 31/12/2017.

Un envoi dans un premier temps des textes fixant l'obligation de 4^e période puis dans un second temps fixant les modalités de dépôt nous semble inopportun car les textes concernant le 2^e envoi déterminent la méthode, et donc influent sur la capacité à générer des CEE en 4^e période. Or cette méthode doit être prise en compte pour déterminer le niveau d'obligation.

Il existe donc un risque important qu'un prolongement de 3^e période soit décidé très tard en 2017, voire que l'année 2018 soit une année sans obligation.

Or, l'ensemble des parties prenantes du dispositif a un besoin essentiel de visibilité et de stabilité ayant été souligné à maintes reprises.

La seule solution pour parvenir à cette visibilité et cette stabilité apparaît être une prolongation d'un an de la 3^e période qui soit décidée dans les meilleurs délais.

Les avantages d'une telle option sont :

- La rapidité de mise en œuvre
- La visibilité et la stabilité à court et moyen termes
- La prise en compte du calendrier politique
- Le bénéfice d'un délai supplémentaire pour la préparation de la 4^{ème} période permettant notamment de mieux en définir les modalités
- L'assurance que le niveau d'obligation sera déterminé en fonction de la méthode déterminée pour générer des CEE en 4^e période

L'obligation sur cette prolongation devra être déterminée à un niveau ambitieux mais atteignable, tenant compte des gisements évalués par l'ADEME nous semblant cohérents.